A Jérusalem, une association d’archéologues israéliens dénonce l’utilisation politique des fouilles

25 janvier 2018



Créée par des archéologues, l’association Emek Shaveh est une organisation israélienne qui vise à sensibiliser le public, les journalistes et les personnes en responsabilité au lien entre archéologie et conflit politique à Jérusalem et en Cisjordanie. L’association propose des visites archéologiques alternatives à Jérusalem, et dénonce les expansions menées par les colons. Reportage.

Même quand elle ne fait pas la Une des médias, la vieille ville de Jérusalem et les abords immédiats de ses remparts ottomans sont un champ de bataille. Dans ces moments de calme apparent, le combat se mène à

coups de truelles, de brouettes et d'instruments de datation. Les protagonistes en sont les **archéologues**. Ici plus qu'ailleurs, mettre au jour les traces du passé, les dater, les interpréter et les exposer sont des actions éminemment politiques.

Parmi ceux qui critiquent l'instrumentalisation politique des fouilles : les archéologues d'Emek Shaveh, une ONG israélienne fondée en 2009. Yonathan Mizrahi, qui en est à l'origine, explique :

« Je travaillais pour le service des Antiquités quand j'ai réalisé qu'il ne s'agissait pas seulement ici d'archéologie mais de politique, d'identité, de discours narratif et de respect des droits historiques des autres habitants que les Israéliens juifs. »

Des fouilles instrumentalisées par les colons

Emek Shaveh veut proposer une archéologie « alternative », qui « construise des ponts et renforce les liens entre les peuples et les cultures » et remet en cause une vision orientée et à sens unique des découvertes archéologiques à Jérusalem. A Jérusalem, il en va, affirme Yonathan Mizrahi, de l'**avenir** :

« Le gouvernement israélien et les organisations de colons instrumentalisent les sites archéologiques de la vieille ville pour créer une situation, sur le terrain, qui empêche une solution politique. »



Yonathan Mizrahi, archéologue de l'association Emek Shaveh avec des bénévoles du CCFD-Terre Solidaire

Sensibiliser le public aux manipulations politiques

Pour faire changer les mentalités, pour contrer le discours narratif dominant, l'association organise des visites des sites. L'objectif est au moins d'instiller le doute dans l'esprit du public israélien.

L'exemple le plus frappant se situe en contrebas de la vieille ville et de l'esplanade du Mur des Lamentations. De l'autre côté des murs, accroché à flanc de collines, le quartier palestinien de **Silwan, 45 000 habitants**.

De larges photos sur lesquelles figurent des enfants et des adultes hilares annoncent la « Cité de David ». Des groupes de touristes en files ininterrompues longent les panneaux et les premières maisons palestiniennes qu'ils cachent. A quelques centaines de mètres, un site archéologique, enserré dans un centre en pierres propret et fleuri.



Une famille palestinienne du quartier de Silwan à Jérusalem menacée d'expulsion ©Sandra Mehl/CCFD-Terre Solidaire

Jérusalem, le quartier palestinien de Silwan, et la « cité de David »

La « Cité de David » est visitée chaque année par 500 000 personnes, touristes israéliens et étrangers scolaires, pèlerins. C'est, affirme son site internet, « Le seul endroit sur terre où le seul guide touristique nécessaire est la Bible elle-même ». La page d'accueil est titrée « Bienvenue à l'endroit où tout a commencé ». « Tout », c'est-à-dire, Jérusalem et l'histoire du peuple d'Israël, unifié par le roi David, fondateur du premier royaume d'Israël.

C'est le **site le plus fouillé** en Terre Sainte : 17 campagnes depuis la fin du 19e siècle comme l'indique le journaliste Marius Schattner dans Archéologie et idéologie à Jérusalem, long et minutieux article publié en 2014 dans la revue L'Esprit. En 2005, l'archéologue israélienne Eilat Mazar annonce y avoir découvert les murs du « Palais du roi David ». L'association **El Ad**, fondée en 1986, qui finance les fouilles grâce à de généreuses contributions notamment de juifs américains, et d'organismes publics et privés israéliens, y voit la justification à ses projets de colonisation de Silwan.

Archéologie et récit biblique soumis à la volonté d'expansion territoriale

Depuis le début des années 1990 en effet, des Israéliens juifs acquièrent des habitations dans ce quartier palestinien situé dans la partie orientale de la ville, **occupée depuis 1967**. Cinq cents colons environ y vivent aujourd'hui, fortement protégés.
Si Silwan est construit sur l'ancien palais du roi David, alors les Juifs ont une légitimité historique à s'y installer : tel est le raisonnement, expliqué noir sur blanc sur le site web I travel Israel à la page Jérusalem : le but est de « renforcer une connexion juive avec Jérusalem » . Peu importe que la majorité des archéologues contestent la version d'Eilat Mazar et de El Ad.

Yonathan Mizrahi explique :

« *Ce qui est présenté ici est fondé sur des assertions qui ne sont que des hypothèses. Nous ne sommes pas sûrs qu'il s'agisse de murs d'un palais. Nous ne sommes pas sûrs de la date. Certains archéologues pensent qu'ils sont antérieurs au roi David et remontent plutôt aux Cananéens. Ce débat académique a pris de l'ampleur car il y a un enjeu politique : s'il s'agit bien des vestiges de la première capitale du peuple d'Israël, alors il doit pour certains rester sous souveraineté israélienne.* »

Urgent de redonner une dimension critique à l'interprétation des fouilles

Mais Yonathan Mizrahi soupire car aujourd'hui la voix d'Emek Shaveh porte peu :

« *Le public voit l'archéologie comme une science détachée de la politique. Il ignore ou veut ignorer que toute découverte est sujette à interprétation et que l'archéologie a toujours joué un rôle important dans les projets coloniaux, depuis Napoléon en Egypte.* »

Dans le cas de la partie orientale de Jérusalem, seuls les archéologues israéliens fouillent et beaucoup d'entre eux, quand ils ne sont pas liés idéologiquement aux colons, ne veulent pas se fâcher avec des organismes qui financent les travaux. Les archéologues palestiniens n'ont pas accès aux sites, sauf à demander les autorisations au Service israélien des Antiquités, ce qui serait reconnaître la souveraineté de l'Etat hébreu sur une partie de la ville revendiquée par les Palestiniens. Le statut international de territoire occupé de Jérusalem Est écarte également les équipes internationales.

Deuxième obstacle de taille : le statut de Jérusalem dans l'esprit des Israéliens juifs. Yonathan explique :

« *Pour la plupart des Israéliens, Jérusalem est l'endroit où, il y a 3 000 ans, le peuple juif est devenu une nation. Aussi la plupart des Israéliens, même parmi ceux favorables à une solution politique, considèrent que les lieux historiques de Jérusalem appartiennent à Israël.* »

Pourtant, il suffirait de peu, pense Yonathan Mizrahi, pour faire évoluer les mentalités. Que l'archéologie alternative ait voix au chapitre dans le système éducatif et soit enseignée dans les écoles, par exemple. Ce qui n'est qu'une perspective lointaine, alors que les gouvernements nationalistes se succèdent à Tel Aviv.

Gwenaëlle Lenoir

Découvrir le récit d'une visite à Silwan dans Le carnet de voyage réalisé par des bénévoles du CCFD-Terre Solidaire sur les déplacements de population palestiniennes

Lire aussi : Mieux comprendre le déplacement forcé des populations palestiniennes

Visuel : Jérusalem © CCFD-Terre Solidaire

Lire aussi : sur le site du CCFD

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Qui sommes-nous ? > Les membres >
- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/A-Jerusalem-une-association-d-archeologues-israeliens-denonce-l-utilisation